



# Habib Bourguiba

Né en 1903, mort en 2000.

Président de la République tunisienne de 1957 à 1987.

Parti : Parti socialiste destourien (PSD).

En 1956, il négocie avec le gouvernement français pour obtenir l'indépendance de la Tunisie.

Il met fin à la monarchie et proclame la République dont il prend la tête en tant que premier président. Il s'emploie alors à mettre sur pied un État moderne. Parmi les priorités de son action politique figurent : le développement de l'éducation, la réduction des inégalités entre hommes et femmes, le développement économique et une politique étrangère équilibrée (ce qui en fait une exception parmi les dirigeants arabes). Ceci n'empêche pas le développement d'un culte de la personnalité autour de sa personne et l'instauration d'un régime de parti unique pendant une vingtaine d'années. La fin de sa présidence, la montée du clientélisme et de l'islamisme se conclut par sa destitution en 1987 à l'initiative de son premier ministre Zine el-Abidine Ben Ali.



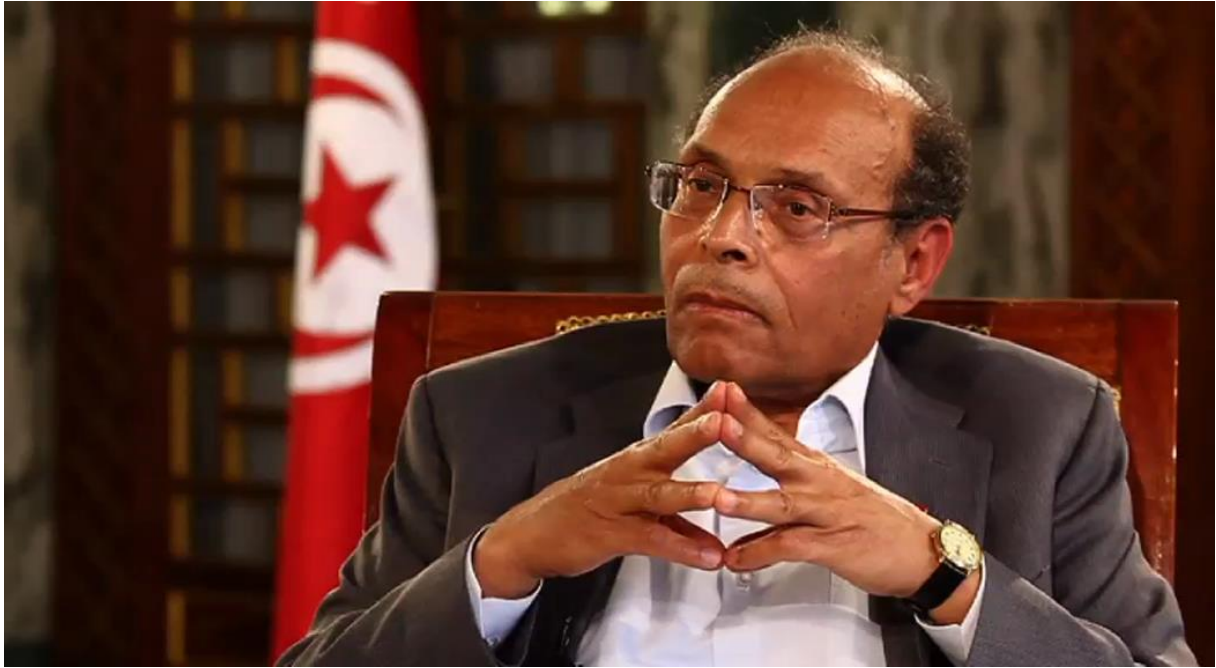
# Zine el-Abidine Ben Ali

Né en 1936, mort en 2019.

Président de la République tunisienne de 1987 à 2011.

Parti : Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD).

Il succède au président Habib Bourguiba. Son accession au pouvoir intervient à une époque où le pays est en proie aux luttes de succession, aux tensions politiques et économiques et à la montée de l'islamisme. Sous sa présidence, la Tunisie est classée première en termes de compétitivité économique en Afrique. Le pays jouit d'une bonne image dans le monde occidental, en particulier grâce à la place qu'il accorde aux femmes (remontant à l'ère bourguibienne, le statut de la femme tunisienne est notamment renforcé en 1993 avec la suppression de l'obligation d'obéissance à son mari). Des organisations non-gouvernementales et des médias étrangers dénoncent cependant sa politique en matière de droits de l'homme, la qualifiant de dictatorial, notamment du fait de l'emprisonnement et de la torture d'opposants, ainsi que des atteintes à la liberté de la presse. Au début de l'année 2011, un mouvement de protestation populaire, inaugurant le début du Printemps arabe, le contraint à quitter le pays. Il abandonne ainsi la présidence de la République pour se réfugier en Arabie saoudite. En 2018, absent à ses procès, le total des peines prononcées à son encontre atteint plus de 200 ans de prison.



# Moncef Marzouki

Né en 1945.

Président de la République tunisienne de 2011 à 2014.

Parti : Congrès pour la République (CPR).

Il est également écrivain, médecin et militant des droits de l'homme.

Opposant au régime de Ben Ali, il est à plusieurs reprises arrêté, isolé sans être jugé, parfois même exilé. Son engagement politique se précise en 2001, avec la création du Congrès pour la République (CPR). Le parti, illégal jusqu'au 8 mars 2011, le conduit à l'exil en France, où sa dénonciation du régime se fait plus virulente encore. Sa politique est empreinte des valeurs humanistes défendues depuis son jeune âge : Etat de droit, libertés fondamentales, égalité des sexes. Solidement ancré à gauche, il s'insurge aussi face à la misère sociale et aux inégalités régionales en Tunisie. Le 23 octobre 2011, l'Assemblée nationale constituante (ANC) est élue par les électeurs tunisiens, à l'occasion de la première élection libre organisée depuis l'indépendance du pays en 1956 et du premier scrutin organisé depuis le début du Printemps arabe. L'ANC l'élit ensuite comme président de la République tunisienne. Il quittera ses fonctions 3 ans plus tard, après l'adoption de la nouvelle Constitution tunisienne et de la 2<sup>ème</sup> République, ainsi que la tenue des premières élections libres et démocratiques de l'Histoire. Durant sa campagne, il affirme l'identité arabo-musulmane du pays, accusant ses adversaires d'être « la vieille gauche laïcarde et francophone, totalement déconnectée des vrais problèmes de la société tunisienne. »



## Béji Caïd Essebsi

Né en 1926, mort en 2019.

Président de la République tunisienne de 2014 à 2019.

Parti : Nidaa Tounes (Appel de la Tunisie).

Après le coup d'État de 1987, il intègre le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) du nouveau président Zine el-Abidine Ben Ali, redevient député puis président de la Chambre des députés, quitte la politique quelques années pour ensuite revenir après la révolution de 2011 qui renverse Ben Ali (en devenant temporairement premier ministre tunisien et organisant l'élection de l'Assemblée constituante chargée de rédiger une nouvelle Constitution). Il fonde en 2012 son propre parti, Nidaa Tounes, dans le but de rassembler l'opposition. Malgré les tentatives de l'exclure de la vie politique en raison de son appartenance au RCD, il remporte l'élection présidentielle face au président sortant, Moncef Marzouki. Il renonce ensuite à obtenir un second mandat à l'élection présidentielle de 2019 et meurt cinq mois avant la fin de sa présidence. S'il échoue à faire adopter la loi relative à l'égalité sur l'héritage et à mettre en place la Cour constitutionnelle, il réussit à autoriser les femmes tunisiennes musulmanes à épouser un non-musulman.



# Kaïs Saïed

Né en 1958.

Président de la République tunisienne de 2019 à aujourd'hui.

Parti : Indépendant.

Il est universitaire (spécialisé en droit constitutionnel) et juriste de profession.

Candidat indépendant à l'élection présidentielle de 2019, il est élu au second tour avec 72,7 % des suffrages exprimés. En 2021, alors qu'il jouit d'une importante popularité dans un contexte de blocages politiques et de la pandémie de Covid-19, il s'octroie les pleins pouvoirs constitutionnels, démet des membres du gouvernement et gèle les activités du parlement, puis le dissout, ce qui constitue un coup d'État pour des opposants et analystes. En 2022, il fait adopter par référendum une nouvelle Constitution caractérisée par un pouvoir exécutif fort et faisant référence à l'islam comme objectif de l'État et source du droit dans le cadre d'un processus contesté.





## Mohamed Bouazizi

Né en 1984, mort en 2011.

A 19 ans, il devient marchand ambulant de fruits et légumes pour subvenir aux besoins de sa famille. Ne possédant pas d'autorisation officielle, il subit les sévices d'une administration à laquelle il ne peut verser de pots-de-vin et qui, pendant sept ans, se sert dans sa caisse, lui applique des amendes ou lui confisque sa marchandise. Le 17 décembre 2010, on lui confisque encore une fois son outil de travail (une charrette et une balance). Essayant de plaider sa cause et d'obtenir une autorisation et la restitution de son stock auprès de la municipalité et du gouvernorat provincial, il y est bousculé et se fait expulser des bureaux où il est venu se plaindre. Humilié publiquement, désespéré, il s'immole par le feu devant le siège du gouvernorat à Sidi Bouziz. Il meurt de la suite de ses blessures deux semaines plus tard. Son suicide est à l'origine des émeutes ayant déclenché la révolution tunisienne et évincé le président Zine el-Abidine Ben Ali du pouvoir, et par extension aux protestations et révolutions dans d'autres pays arabes connues sous le nom de Printemps arabe.

### SCÈNE 3

*La course s'arrête. Pause. Silence. Regards.*

*Mounira s'installe la première et prend un siège pour s'installer à cour. Majd et Helmi la regardent s'installer. Madj va chercher son siège et s'installe à jardin. Helmi se retrouve debout au milieu. Il trouve une vieille chaise, il s'assied, elle se brise.*

HELMY : elle est où ma place ?

ياخي ويني بلاصتي؟

MAJD et MOUNIRA ne répondent pas.

HELMY : vous avez tous les deux une place et moi je n'en ai pas.

الزوز عندكم بلاصة وأنا لا.

*HELMY s'approche de MOUNIRA*

MOUNIRA : va voir ailleurs, va voir là-bas.

Barra chouf blassa o5ra, chouf ghadi.

HELMY : où ça, là-bas ?

وين غادي؟

MOUNIRA : là-bas.

Ghadi.

HELMY : moi aussi je veux une place.

حتى أنا نحب بلاصة.

*HELMY s'approche de MAJD*

HELMY : donne-moi ta place.

اعطيني بلاصتك

MAJD : non, va voir chez elle.

لا، بزا شوف معاها هي.

MOUNIRA : non, ça c'est ma place mon frère.

Lè, hèdhi blasti Souya.

*HELMY s'approche très près de MOUNIRA.*

MOUNIRA : ne me touche pas ! Non ! J'étais la première.

Mè tmessnich ! Lè ! Jit loula.

*Le ton monte*

HELMY : c'est ma place.

بلاصتي.

MOUNIRA, en se levant, le doigt menaçant : C'est ma place, t'as compris ?

Hèdhi blasti, fhemt ? HELMI se retrouve au milieu, debout